

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 19 novembre 2012
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 2011	2
La plupart des provinces et des territoires ont connu une croissance économique plus lente en 2011 qu'en 2010, à l'exception de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Yukon, où la croissance s'est accélérée.	
Étude : Camionnage et passage de la frontière canado-américaine, 2004 à 2009	7
Fer et acier primaire, septembre 2012	9
Tableaux nationaux et provinciaux-territoriaux d'entrées-sorties, 2009	10
Nouveaux produits et études	11

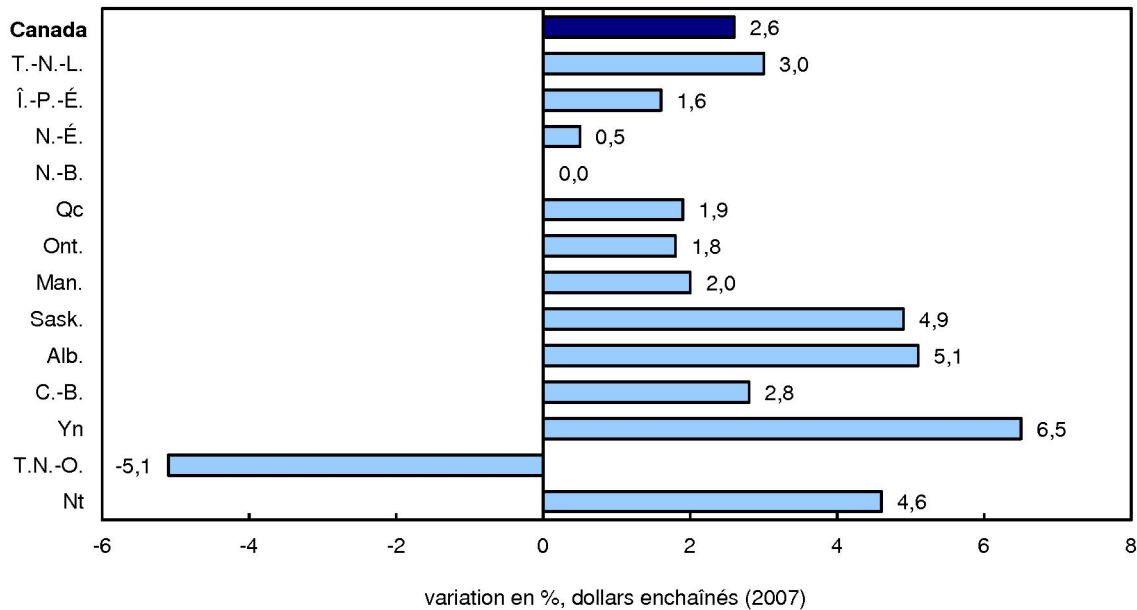


Communiqués

Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 2011

La plupart des provinces et des territoires ont connu une croissance économique plus lente en 2011 qu'en 2010, à l'exception de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Yukon, où la croissance s'est accélérée. À l'échelle nationale, le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 2,6 % comparativement à une hausse de 3,2 % l'année précédente.

Graphique 1
Produit intérieur brut réel, 2011



Les provinces riches en ressources que sont Terre-Neuve-et-Labrador, la Saskatchewan et l'Alberta ont vu leur part combinée du PIB national en termes nominaux s'accroître, cette part étant passée de 22 % en 2010 à 23 % en 2011. Le Yukon, dont la croissance s'est chiffrée à 6,5 % en 2011, venait en tête du pays. L'économie des Territoires du Nord-Ouest s'est contractée de 5,1 %.

Les investissements des entreprises ont stimulé la croissance de l'économie canadienne ainsi que de celle de la plupart des provinces et des territoires en 2011. À l'échelle nationale, ils ont augmenté de 7,1 %, surtout en raison des dépenses en bâtiments non résidentiels et en machines et matériel. Les investissements des entreprises ont diminué au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest.

L'investissement en logements, qui a ralenti considérablement dans la majeure partie du pays en 2011, a diminué en Alberta, au Nouveau-Brunswick et dans les trois territoires. Par contre, son rythme s'est accéléré en Saskatchewan, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Colombie-Britannique.

À l'échelle nationale, les dépenses des consommateurs ont progressé de 2,4 % en 2011, comparativement à une hausse de 3,5 % en 2010. La Saskatchewan et le Nunavut ont connu une accélération de la consommation des ménages par rapport à 2010.

La réduction progressive du financement des mesures de stimulation économique a contribué à une diminution de 3,3 % des dépenses nationales en immobilisations des administrations publiques, après deux années de croissance se chiffrant en moyenne à 9,0 %. Les investissements des administrations publiques ont diminué dans chaque province, sauf en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et en Saskatchewan. Les dépenses publiques en infrastructure ont augmenté considérablement au Yukon et au Nunavut.

Région de l'Atlantique

En 2011, Terre-Neuve-et-Labrador a vu croître son PIB réel de 3,0 %, après s'être classée en tête des provinces grâce à une croissance de 6,3 % en 2010. Les exportations ont légèrement augmenté de 0,2 %, même si les exportations vers d'autres pays ont reculé pour une troisième année d'affilée. La demande intérieure finale a augmenté de 5,7 %, soit la croissance la plus forte du pays, principalement en raison des investissements des entreprises en construction dans les secteurs de l'exploitation pétrolière et gazière et de l'extraction minière. Les importations ont progressé de 2,0 %.

À l'Île-du-Prince-Édouard, l'expansion économique a été de 1,6 % en 2011, comparativement à 2,7 % en 2010. La croissance enregistrée en 2011 a été principalement attribuable à une augmentation de 4,2 % de la demande intérieure finale. Les investissements des entreprises en bâtiments non résidentiels et en machines et matériel ont fait un bond de 46,6 %, qui les a ramenés aux niveaux observés avant 2009. L'investissement des entreprises en logements résidentiels a augmenté de 5,9 %, ce qui représente la troisième année d'affilée de croissance régulière. Les exportations ont baissé de 1,2 % pour atteindre le taux le plus faible parmi les provinces.

En Nouvelle-Écosse, le PIB réel a augmenté de 0,5 % en 2011, après avoir affiché une hausse de 1,9 % en 2010. Les dépenses des consommateurs ont progressé de 1,5 %, soit le taux le plus faible de toutes les provinces, les dépenses en biens de consommation durables, notamment en véhicules automobiles neufs et d'occasion, ayant diminué. Les investissements des entreprises ont augmenté de 6,9 %, principalement grâce à une hausse de 50,8 % des dépenses en machines et matériel. Les exportations ont affiché une légère baisse de 0,1 %, tandis que les importations ont augmenté de 3,3 %.

L'économie du Nouveau-Brunswick a stagné en 2011, après avoir progressé de 3,1 % en 2010. La demande intérieure finale a diminué de 0,5 %. Les investissements des entreprises ont baissé de 3,6 %, soit la troisième année de recul. Les dépenses courantes et les dépenses en immobilisations des administrations publiques ont également diminué. Les exportations ont progressé de 0,9 %, tandis que les importations ont enregistré une hausse de 0,2 %, stimulées par les échanges avec le reste du Canada. Le commerce international de la province a diminué.

Centre du Canada

Le PIB réel du Québec a augmenté de 1,9 % en 2011, comparativement à une hausse de 2,5 % en 2010. La demande intérieure finale a progressé de 2,4 %, grâce aux augmentations des investissements des entreprises, des dépenses des consommateurs et des dépenses des administrations publiques. La croissance de l'investissement des entreprises en logements résidentiels (+0,7 %) a été nettement plus faible qu'en 2010 (+9,5 %). Les exportations ont diminué de 0,2 %, en raison d'exportations plus faibles à destination des autres pays. Les importations ont augmenté de 4,2 %.

L'économie ontarienne a affiché une croissance de 1,8 % en 2011, après une expansion de 3,2 % en 2010. Les exportations ont progressé de 5,7 %, les livraisons de nickel à d'autres pays ayant augmenté sensiblement. Les investissements des entreprises en bâtiments non résidentiels et en machines et matériel ont augmenté de 13,8 %. L'investissement des entreprises en logements résidentiels a progressé de 3,8 %, soit le double de la moyenne nationale. Les importations ont augmenté de 7,5 %.

Ouest du Canada

L'économie du Manitoba a progressé de 2,0 % en 2011, après avoir augmenté de 2,5 % l'année précédente. La demande intérieure finale a progressé de 1,3 %, soit une hausse plus faible que celle de 5,5 % enregistrée en 2010. Les investissements des entreprises ont reculé de 0,8 %, en raison d'une baisse des dépenses en

bâtiments non résidentiels. Les dépenses des consommateurs ont augmenté de 2,2 %. Les stocks agricoles ont diminué, car de fortes pluies et des inondations ont limité les cultures agricoles. Les exportations ont affiché une hausse de 5,7 %, propulsées par les exportations internationales de nickel.

Le PIB réel de la Saskatchewan a augmenté de 4,9 % en 2011, comparativement à une hausse de 4,4 % en 2010. Les exportations ont augmenté de 7,7 %. Les exportations nettement plus importantes de pétrole brut ont plus que compensé la baisse des exportations de blé. Les dépenses des consommateurs se sont accélérées comparativement à l'année précédente, progressant de 3,0 %, les ménages ayant accru leurs dépenses en biens durables, notamment en camions neufs et en véhicules automobiles d'occasion ainsi qu'en services. Le rythme de croissance de l'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels (+18,8 %) a doublé par rapport à 2010. Les importations ont progressé de 8,5 %.

L'Alberta a connu une croissance économique de 5,1 % en 2011, ce qui l'a placée en tête des provinces. La province avait connu une hausse de 4,0 % en 2010. Les exportations ont progressé de 9,2 %, soit plus de quatre fois le taux enregistré en 2010. Les dépenses des consommateurs ont augmenté de 3,4 %, principalement grâce aux dépenses des ménages en biens durables, notamment en camions neufs et en véhicules automobiles d'occasion, ainsi qu'en services. Les investissements des entreprises ont enregistré une hausse de 7,6 %, malgré un recul de 5,2 % de l'investissement en logements résidentiels.

La production économique de la Colombie-Britannique a augmenté de 2,8 % en 2011, après avoir connu une croissance de 3,2 % l'année précédente. Les investissements des entreprises ont augmenté de 9,3 %, stimulés par les dépenses en bâtiments non résidentiels et en machines et matériel. L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a progressé de 3,4 %, c'est-à-dire à un rythme plus de deux fois plus rapide qu'en 2010. Les exportations ont augmenté de 4,9 %, et les importations, de 6,6 %.

Les territoires

Le PIB réel du Yukon a augmenté de 6,5 % en 2011, soit le taux le plus élevé au pays. Il avait affiché une croissance de 5,5 % en 2010. Les exportations ont fait un bond de 22,0 %, soit une croissance plus de deux fois plus forte qu'en 2010. Les investissements des entreprises ont augmenté de 6,5 %, grâce à la vigueur des investissements en prospection de minéraux. Les dépenses des consommateurs ont progressé de 4,5 %, soit le taux le plus élevé au Canada. Les dépenses des ménages en services ont connu une forte hausse, menée par les loyers, les services de transport aérien ainsi que les services de restauration et de débit de boissons non alcoolisées. Les importations ont progressé de 18,2 %.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'activité économique a diminué de 5,1 %, après avoir connu une expansion de 2,0 % en 2010. Les exportations ont baissé de 7,2 %, en raison d'une baisse des livraisons de diamants aux autres pays. La demande intérieure finale s'est également contractée, l'investissement des entreprises ayant diminué de 7,8 % et les administrations publiques ayant réduit leurs dépenses en infrastructure. Les dépenses des consommateurs ont progressé de 1,2 %, soit le taux le plus faible au pays. Les importations ont fléchi de 1,7 %.

Le Nunavut a connu une expansion économique de 4,6 % en 2011, après avoir affiché une croissance de 16,6 % en 2010. Les exportations (+18,6 %) ont continué à croître, en raison d'un accroissement des activités d'extraction minière d'or et d'argent. Les investissements des entreprises ont augmenté de 14,7 %, principalement en raison des dépenses en prospection de minéraux. Les dépenses des administrations publiques en infrastructure ont également augmenté. Les dépenses des consommateurs ont progressé de 3,9 %, alors que les importations ont augmenté de 10,4 %.

Note aux lecteurs

Périodiquement, les comptes économiques provinciaux et territoriaux font l'objet de révisions historiques dont la portée est beaucoup plus importante que celle des révisions ordinaires effectuées annuellement. Les révisions historiques sont destinées exclusivement à intégrer les normes internationales de comptabilité nationale mises à jour, les changements de concepts, de classifications et de présentation, ainsi que les grands changements statistiques.

La présente diffusion comprend de telles révisions remontant jusqu'à 2007. Les révisions remontant jusqu'à 1981 seront diffusées en 2013. Ces révisions concordent avec celles intégrées dans les Comptes économiques canadiens, publiées le 1^{er} octobre 2012. La présente diffusion tient également compte des nouvelles valeurs repères des comptes provinciaux et territoriaux des entrées-sorties pour l'année de référence 2009. Le produit intérieur brut (PIB) provincial-territorial révisé par industrie sera diffusé le 14 décembre.

Comme dans le cas des résultats nationaux, la mise en œuvre de ces révisions historiques n'a entraîné aucune variation importante du niveau, du taux de croissance nominal ou du taux de croissance réel du PIB à l'échelle provinciale ou territoriale. Les comptes révisés fournissent des renseignements supplémentaires qui peignent un tableau plus complet de la situation économique des provinces et des territoires au Canada.

Produits, services et demandes de renseignements

Analyse et tableaux détaillés

Tous les renseignements ayant trait au Système des comptes économiques nationaux sont accessibles à partir du module du [Système des comptes économiques nationaux](#), situé sous l'onglet *Ressource clé* de notre site web.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 026-0009 et 384-0037 à 384-0042.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 1902.

La présente diffusion des comptes économiques provinciaux et territoriaux comprend des révisions remontant jusqu'à 2007, dans le cadre des révisions historiques courantes, dont la portée est beaucoup plus importante que celle des révisions ordinaires effectuées annuellement. Les révisions historiques sont destinées exclusivement à intégrer les normes internationales de comptabilité nationale mises à jour, les changements de concepts, de classifications et de présentation ainsi que les grands changements statistiques. Les révisions remontant jusqu'à 1981 seront diffusées en 2013. Ces révisions concordent avec celles intégrées dans les Comptes économiques canadiens, publiées le 1^{er} octobre 2012. La présente diffusion tient également compte des nouvelles valeurs repères des comptes provinciaux et territoriaux des entrées-sorties pour l'année de référence 2009.

Les Comptes provinciaux et territoriaux du produit intérieur brut en termes de revenus et de dépenses comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, des estimations du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix et des comptes courants des ménages.

Pour obtenir plus de renseignements, consultez la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X, gratuite). Cette publication est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude : Camionnage et passage de la frontière canado-américaine, 2004 à 2009

En 2009, les frais d'expédition transfrontaliers d'une cargaison par camion du Canada vers les États-Unis étaient supérieurs de 15 % au coût du transport de biens équivalents sur la même distance entre deux destinations au Canada.

Si on devait aller chercher une cargaison aux États-Unis et la faire entrer au Canada en 2009, l'importation de ces biens coûtait, selon les estimations, 28 % de plus que l'expédition des mêmes biens à l'intérieur du pays.

Cette étude présente la toute première estimation de l'ampleur et des sources des coûts associés au camionnage transfrontalier de biens entre 2004 et 2009.

Les coûts fixes par expédition du transport de marchandises au-delà de la frontière et les coûts plus élevés du transport de ligne par camion d'une cargaison sur de plus longues distances constituent les deux facteurs principaux du coût du camionnage transfrontalier.

Les coûts liés aux retards qui se produisent à la frontière et d'autres coûts de conformité qui s'appliquent à la frontière s'ajoutent aux coûts fixes par expédition que doivent payer les entreprises de camionnage. Ces coûts fixes comprennent le coût des installations, les assurances et les coûts des terminaux, à savoir ceux qui sont liés au chargement et au déchargement.

De même, les différences observées quant aux prix du carburant et la difficulté d'obtenir une « charge au retour », c'est-à-dire une cargaison pour le voyage de retour, peuvent faire augmenter les coûts de transport de ligne vers les États-Unis et en provenance de ce pays.

Les estimations relatives à 2009 constituaient un renversement de la situation observée cinq ans plus tôt.

En 2004, le coût du camionnage transfrontalier de biens du Canada vers les États-Unis était supérieur d'environ 31 % au coût d'expédition des mêmes biens sur la même distance à l'intérieur du pays, soit un pourcentage nettement supérieur à l'estimation de 2009.

Cependant, le coût de l'importation de biens par camion des États-Unis était, selon les estimations, 18 % plus élevé en 2004, c'est-à-dire bien en deçà de l'estimation établie cinq ans plus tard.

Ce revirement de situation était principalement attribuable à la variation des coûts de transport de ligne, qui, par rapport aux coûts de transport de ligne enregistrés à l'intérieur du pays, ont diminué dans le cas des exportations et augmenté dans le cas des importations. Pendant cette période, l'équilibre des échanges commerciaux par camion a basculé nettement en faveur des importations. Cette situation a pu entraîner le transfert de la « charge au retour » de la partie importation à la partie exportation d'un voyage aller-retour par camion.

En équivalents tarifaires, le coût supplémentaire du camionnage transfrontalier ajoutait environ 0,9 % à la valeur des biens exportés en 2004 et 0,4 % à celle des biens importés.

En 2009, les coûts supplémentaires du camionnage transfrontalier ajoutaient environ 0,4 % à la valeur des biens exportés et 0,8 % à celle des biens importés.

Note aux lecteurs

Cette étude est fondée sur des données de l'Enquête sur l'origine et la destination des marchandises transportées par camion de Statistique Canada. Dans cette étude, on a cherché à savoir de combien augmente le coût d'expédition de biens par camion lorsqu'on traverse la frontière. De plus, on a voulu quantifier le coût des retards qui se produisent à la frontière, les coûts de conformité qui s'appliquent à la frontière ainsi que d'autres coûts associés au transport de biens vers les États-Unis, le principal partenaire commercial du Canada, et en provenance de ce pays.

Les coûts mesurés dans le cadre de cette étude ne constituent qu'une partie du coût total d'expédition transfrontalière de biens. Les coûts institutionnels supportés directement par les entreprises exportatrices (comme les coûts liés à l'administration douanière) sont, d'après les estimations, aussi importants, sinon plus, que les coûts qui leur sont transférés par les transporteurs de marchandises.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2741.

Le document de recherche « Camionnage et passage de la frontière : coût relatif du camionnage transfrontalier et du camionnage intérieur, 2004 à 2009 », qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique* (11F0027M, gratuite), est désormais accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

Les faits saillants de ce document sont accessibles dans l'article « Quels sont les coûts associés au passage de la frontière? », qui fait partie de la série *Aperçus économiques* (11-626-X, gratuite), à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

Des études semblables de la Division de l'analyse économique peuvent être consultées en ligne (www.statcan.gc.ca/analyseeconomique).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Amélie Lafrance au 613-951-0060, Division de l'analyse économique.

Fer et acier primaire, septembre 2012

Il est maintenant possible de consulter les données de septembre sur le fer et l'acier primaire.

Note aux lecteurs

Les données révisées de mai et d'août sont accessibles.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 303-0048 à 303-0051.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 2116 et 2184.

Le numéro de septembre 2012 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-X, gratuite) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Tableaux nationaux et provinciaux-territoriaux d'entrées-sorties, 2009

Les tableaux nationaux et provinciaux-territoriaux d'entrées-sorties pour 2009 sont maintenant offerts. Les données tiennent compte des nouvelles classifications d'entrées-sorties, des changements conceptuels et des améliorations statistiques dans le contexte de la révision approfondie du Système de comptabilité national du Canada. Elles sont cohérentes avec les révisions intégrées dans les Comptes économiques canadiens publiées le 1^{er} octobre 2012 ainsi qu'avec les données des comptes économiques provinciaux-territoriaux, publiées aujourd'hui.

Les changements n'ont pas été intégrés aux tableaux nationaux et provinciaux-territoriaux d'entrées-sorties pour les années antérieures à 2009.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 1401.

Les données sont offertes dans les produits *Tableaux sur les entrées-sorties nationales* (15F0041X, gratuits) et *Tableaux sur les entrées-sorties provinciales* (15F0042X, gratuits), accessibles à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

De nouveaux tableaux CANSIM seront accessibles le 14 décembre : 381-0022 – Tableaux d'entrées-sorties, entrées et sorties, niveau détaillé, prix de base; 381-0023 – Tableaux d'entrées-sorties, demande finale, niveau détaillé, prix de base; 381-0028 – Tableaux entrées-sorties provinciaux, entrées et sorties, niveau sommaire, prix de base; 381-0029 – Tableaux entrées-sorties provinciaux, demande finale, niveau sommaire, prix de base; et 386-0003 – Tableaux entrées-sorties provinciaux, flux de commerce international et interprovincial, niveau sommaire, prix de base.

Les tableaux CANSIM suivants ne seront plus mis à jour : 381-0009 – Entrées et sorties, selon les industries et le produit de base, agrégation au niveau L et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); 381-0010 – Catégories de la demande finale, selon le produit de base, agrégation au niveau L; 381-0011 – Catégories de la demande finale, selon le produit de base, agrégation au niveau M; 381-0012 – Catégories de la demande finale, selon le produit de base, agrégation au niveau S; 381-0013 – Entrées et sorties, selon les industries et le produit de base, agrégation au niveau S et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); 381-0014 – Entrées et sorties, selon les industries et le produit de base, agrégation au niveau M et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); et 386-0002 – Flux du commerce, interprovincial et international au coût des producteurs.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Tableaux sur les entrées-sorties nationales, 2009
Numéro au catalogue 15F0041X (Disquette, gratuit)

Tableaux sur les entrées-sorties provinciales, 2009
Numéro au catalogue 15F0042X (Disquette, gratuit)

Nouvelles études

Aperçus économiques : « Quels sont les coûts associés au passage de la frontière? », n° 20
Numéro au catalogue 11-626-X2012020 (HTML, gratuit | PDF, gratuit)

Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE) : « Camionnage et passage de la frontière : coût relatif du camionnage transfrontalier et du camionnage intérieur, 2004 à 2009 », n° 81
Numéro au catalogue 11F0027M2012081 (HTML, gratuit | PDF, gratuit)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2012. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>